L'AUTRE VISAGE DE CHATELLERAULT
REPORTAGE (Page 4)

l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F | Adresse : B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | Nº 351 mardi 21 octobre 1975

DEUX TACTIQUES DES FAUX COMMUNISTES

On se souvient du bruit que fit voici quelques semaines la polémique publique, engagée entre «L'Humanité» et la «Pravda» à propos d'un article important signé Zarodov ; cette polémique portait sur la voie à suivre pour la prise du pouvoir dans les pays occidentaux. Depuis lors cet âpre débat ne cesse de s'amplifier sur le plan européen, établissant des clivages entre les P«C» et des divisions au sein même de ces partis.

A tel point que la récente réunion à Berlin-Est des P«C» d'Europe n'a fait apparaître qu'un seul point de convergence : *«La sécurité européenne»*. Autrement dit sur une question comme celle du Portugal, par exemple, il leur a été impossible de se mettre d'accord, le parti italien et le parti espagnol ont publiquement désapprouvé Cunhal, soutenu pourtant sans réserve par Brejnev.

C'est sans doute pour résoudre ce problème que les dirigeants soviétiques ont engagé avec l'aide de leurs idéologues dans les pays de l'Est, une vaste campagne sur la question de la prise du pouvoir.

Ainsi la revue théorique du P«C» bulgare vient-elle de reprendre les thèses exposées par Zarodov en août dernier pour condamner la voie exclusivement pacifique, autrement dit la voie électorale, et préconiser la lutte armée. Prenant le relai, la «Pravda» russe faisait dimanche l'apologie de la grève générale comme moyen de prendre le pouvoir.

De son côté le P«C» italien vient de répondre lui aussi à Zarodov en expliquant que dans les démocraties parlementaires seule la voie de l'unité avec les partis bourgeois — le fameux compromis historique — peut permettre de gouverner un jour.

Alors les révisionnistes soviétiques qui prônaient le «passage pacifique» au Chili seraient-ils en train de redevenir des révolutionnaires ?

Et les révisionnistes italiens qui furent à l'avant-garde de la dégénérescence des PC de l'Europe de l'Ouest en partis bourgeois, ne seraient-ils plus une force pro-soviétique ?

La question-clé pour savoir si un parti communiste conduit ou non la classe ouvrière et le peuple travailleur au renversement effectif du capitalisme, c'est : est-ce que ce parti conduit à la destruction de l'appareil d'État bourgeois avec sa police, son armée, sa justice, sa bureaucratie ou alors au remplacement d'une équipe dirigeante par une autre équipe dirigeante, fut-elle peinte en rouge ? Est-ce

(suite page 8)

LEGISLATIVES A CHATELLERAULT

QUI SONT LES PERDANTS ?

Abelin a donc été réélu député de la Vienne avec 52,60 % des suffrages exprimés. La première constatation qui doit être faite est que, malgré sa réélection, Abelin subit un recul très important par rapport aux résultats des précédentes élections. A Châtellerault même, dont il est le maire, il a été battu par la candidate socialiste. On peut donc parler d'échec pour Abelin qui, à cette élection, représentait le gouvernement. Parions que ce dernier a dû apprendre avec une certaine inquiétude les résultats de l'élection.

La deuxième constatation est que cette élection confirme la très importante poussée électorale du PS sur le plan national. Alors que jusque là le PS n'était pas représenté aux élections législatives à Châtellerault, il obtient cette fois-ci plus de 48 % des voix. Ceci confirmera la bourgeoisie dans la nécessité de continuer à préparer l'accession au gouvernement du PS. Le PS est en définitive le vrai gagnant dans cette élection.

La troisième constatation est que le P«C»F est le grand perdant de cette élection. Il s'agit-là d'une défaite électorale de portée nationale. L'élection de Châtellerault confirme la transformation du rapport de forces électoral entre le P«C»F et le PS au profit de ce dernier. Alors que jusque-là le représentant du P«C»F, Fromonteil, apparaissait comme le chef de file de l'opposition à Abelin, il a dû s'éclipser au profit de la candidate socialiste. Le résultat de l'élection de Châtellerault va dans le même sens que toutes les élections partielles qui ont eu lieu depuis un an. Cette élection sanctionne l'échec de la nouvelle tactique adoptée par le P«C»F après son XXIè Congrès et qui avait été définie après la constatation de la transformation du rapport de forces entre le P«C»F et le PS. Le P«C»F durant un an a multiplié les attaques contre le PS en espérant regagner le terrain perdu. Résultat : il recule encore plus.

Il est certain que les résultats de Châtellerault vont provoquer de sérieuses prises de bec au sein du bureau politique du P«C»F. Un P«C»F aujourd'hui dans l'impasse.

SOMMAIRE

PORTUGAL : Rumeurs de coup d'État pro-soviétique . . . . . p. 3

Au Congrès de l'Union Intersyndicale de la CFDT de Montpellier : Deux lignes sur l'unité syndicale . . . . p. 6

Conférence de presse : Les objectifs de notre journal . . . . . p. 7

BRETAGNE : 30 arrestations . . . . . p. 8

MARSEILLE

Les travailleurs de Lozai-Babcock, de la Speci et de Griffet luttent ensemble contre les licenciements

Lozay-Babcock, Speci, Griffet sont trois entreprises métallurgiques de la région marseillaise que les patrons ont décidé de fermer jetant à la rue plusieurs centaines de travailleurs. Nous avons déjà relaté les luttes des travailleurs de Lozay-Babcock et de la Speci ; ceux de Griffet très combatifs, occupent leur entreprise depuis un an.

Récemment les sections syndicales CGT «Pierre Overney» de Lozay-Babcock et CFDT de la Speci qui avaient déjà pris contact au cours de la journée «portes ouvertes» de la Speci décidaient d'organiser une réunion avec l'intersyndicale CGT-CFDT de Griffet afin de lutter ensemble.

Les dirigeants de l'Union départementale CGT, auxquels cette initiative partie de la base ne plaisait pas, essayèrent tour à tour de la saboter puis de la récupérer à leur profit, sans grand succès dans les deux cas.

C'est ainsi que le mercredi 15 à 15 heures, après plusieurs réunions de préparation, plus de 100 travailleurs des trois entreprises envahissaient les locaux de la Chambre syndicale de la métallurgie des Bouches-du-Rhône. Ils occupaient immédiatement une salle de réunion et y retenaient trois responsables patronaux, Haussoulier, Michaux et Raybaud.

Déjà le 25 septembre, les travailleurs de Lozai-Babcock avaient occupé le siège de la direction à Paris.

Pendant plusieurs heures ces représentants des patrons ont dû entendre les travailleurs qui, à tour de rôle, intervenaient pour exprimer leur colère et leur indignation contre les patrons qui les réduisent au chômage. Ils exigeaient de rencontrer immédiatement le secrétaire général du syndicat des patrons Caillol ou son président Duhart, par ailleurs PDG des Chantiers navals de La Ciotat. Bien entendu, comme par hasard, l'un se trouvait à Paris ce jour-là et l'autre... à l'étranger. Dans ces conditions, après un vote unanime, les travailleurs décidaient vers 17 heures de poursuivre l'occupation jusqu'à ce que ces messieurs veuillent bien se déranger.

Malheureusement vers 18 heures, les responsables syndicaux de Griffet, après de nombreuses hésitations, décidaient sous la pression des dirigeants de l'UD CGT d'abandonner l'occupation devant la promesse d'un rendez-vous avec Caillol et un représentant des patrons de la métallurgie. Les travailleurs de Griffet, à contre-cœur pour beaucoup, quittaient donc les lieux.

Ceux de Lozay-Babcock et de la Speci, plus déterminés et unis que jamais, décidaient de continuer l'occupation. Ils se préparaient à passer la nuit quand vers 19 heures 30 pénétrant dans les locaux par la force, la police parvenait à expulser les travailleurs. Ceux-ci partaient alors en manifestation, avec leurs banderoles, aux cris de «Du travail pour tous», «Une seule solution, la révolution», vers la station régionale de FR 3 pour exiger la diffusion d'un communiqué à la télévision et à la radio. Ayant obtenu satisfaction ils se dispersaient alors.

Cette journée de lutte, qui a obligé la presse, la radio, la télé à parler de la lutte des ouvriers de Lozay-Babcock, Speci, Griffet, a permis de renforcer la détermination des travailleurs, a renforcé leur unité et permis à tous de voir que les dirigeants de l'UD CGT sont de faux amis des travailleurs, qu'ils tentent sans cesse de démobiliser et de diviser.

Mais leurs efforts sont vains : l'unité des travailleurs se renforcent, leur détermination grandit. La lutte continue.

Correspondant H.R.

RECTIFICATIF

Les 14 travailleurs licenciés de Renault-Billancourt ont été licenciés pendant la grève de 74 et non suite à la grève des carristes.

EDF-GDF MURAT
LES DIRIGEANTS CGT ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

A EDF-GDF, le personnel des cantines dépend et est géré par la CCAS (organisme des «œuvres sociales»), tenue de façon quasi-hégémonique par les dirigeants de la fédération CGT.

Aux difficiles conditions de travail s'ajoutent des règles élémentaires de sécurité qui ne sont pas observées.

Ainsi, la CFDT et les travailleurs des cantines ont réclamé à plusieurs reprises que les sols, très glissants, soient recouverts d'une protection afin de prévenir des accidents.

Revendication repoussée par la direction de la CCAS sous prétexte que cela coûtait trop cher... ! Pour messieurs les dirigeants révisionnistes, comme pour n'importe quel patron, la sécurité des travailleurs passe après le «fric». Aussi ce qui était prévisible est arrivé : un travailleur a glissé et s'est fracturé le poignet.

La CFDT a alors réagi pour défendre ce travailleur et a adressé une lettre au président de la CCAS où elle axige que «les mesures nécessaires à la sécurité du personnel (soient prises) immédiatement.»

DANS TOUTES LES USINES DE RHONE-POULENC LA LUTTE SE PRÉPARE

Jeudi dernier, à Lyon, 2 à 3 000 travailleurs du trust Rhône-Poulenc textile ont manifesté leur détermination à se battre contre le chômage partiel. La majorité des ouvriers refusent la voie capitularde que leur proposent les dirigeants CGT : supplications aux patrons et motions de pure forme.

A L'ENTREPRISE RONSON
GREVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Il ne restait plus, après les 135 licenciements de juillet, que 280 travailleurs à la fabrique de briquets Ronson à Hellegarde. Aujourd'hui à nouveau 153 travailleurs doivent être jetés à la rue. Fermement décidés à empêcher ce projet de la direction d'aboutir, les travailleurs de cette filiale d'Hellegarde de la société américaine Ronson Corporation se sont mis en grève jeudi dernier.

AU MAGASIN RADAR DE CLERMONT-FERRAND:

LA LUTTE CONTINUE

Des grévistes nous écrivent

Le 25 septembre, 85 % du personnel débrayent. Les femmes sont en majorité.

Ceci n'est pas dû au hasard ; quand Radar dit qu'il «aide la femme» ce n'est pas de ses employées qu'il parle.

— Aide-t-il la femme quand elle termine sa journée à 22 heures 30.

— Aide-t-il la femme quand elle travaille le dimanche (cafétéria).

— Aide-t-il la femme quand elle travaille 9 heures par jour dans des frigos.

Les employés répondent par l'action.

Dès le début nous avons choisi l'offensive en nous emparant des caddies avec lesquels nous avons constitué une barrière symbolique devant l'entrée du magasin. Le rapport de force était alors évident devant l'impuissance des cadres qui tentèrent à plusieurs reprises de nous repousser violemment. Devant cette réussite, nous décidons le soir même d'obstruer les entrées du magasin et de la cafétéria en y empilant des caddies. Ils resteront ainsi jusqu'au lundi matin où la direction, protégée par les forces de l'ordre, réussit à dégager les entrées.

A ce moment-là, notre principale action est d'informer les clients et de les dissuader de faire leurs achats.

Il est à noter que les forces de l'ordre interviendront plusieurs fois, n'hésitant pas à frapper des femmes avec leur crosse de fusil.

Car il faut le dire, les femmes ont toujours été au premier rang quand il s'agissait de passer à l'action.

Mais cette grève pose aux femmes divers problèmes familiaux : le mari n'accepte pas facilement de connaître enfin les «joies» de la popote, du balai, et autres «menus plaisirs» que les hommes reconnaissent si bien appropriés aux femmes sans parler de la garde des enfants.

Quant aux réunions nocturnes, non dépourvues d'intérêt, il est pratiquement impossible aux militantes mariées et mères de famille d'y assister.

Des problèmes touchent également des célibataires vis-à-vis de leurs parents entraînant toujours des scènes pénibles.

Un problème commun à toutes les grévistes : les indemnités, que l'on essaie de résoudre par des collectes. Quoiqu'il en soit et malgré nos problèmes nous sommes prêtes à lutter jusqu'à satisfaction de nos revendications :

— 1,14 F de l'heure (1350 F salaire actuel), retour aux 40 heures (42 heures 30 actuellement), 13ème mois, prime d'ancienneté, suppression des contrats à durée déterminée.

Des grévistes (femmes) du Radar

LES EXIGENCES DE BREJNEV

A peine le président français avait-il mis le pied sur le sol russe que l'agence Novosti réclamait que la France modifie sa position en matière de désarmement et fasse le premier pas par un geste de bonne volonté.

Voilà qui est un peu fort de la part d'une superpuissance qui accumule à un rythme effréné une puissance militaire sans précédent et dont «la capacité d'envahir l'Europe est une réalité impressionnante», de l'aveu même des experts bourgeois.

En effet, la presse vient d'apporter récemment de nouvelles révélations sur la formidable armada soviétique dans les pays de l'Est, c'est-à-dire, ne l'oublions pas, à moins de 400 km de Strasbourg !

Ainsi a-t-on appris que l'URSS dispose désormais de 6 000 armes nucléaires tactiques en Europe orientale. 68 divisions comprenant 985 000 soldats dont 460 000 Soviétiques font face à 27 divisions de l'OTAN comprenant 625 000 hommes. Le pacte de Varsovie déploie 19 000 tanks contre 7 000 et 5 000 avions tactiques contre 2 000, ces équipements étant en outre d'un niveau technique supérieur du côté soviétique. Par exemple, les tanks de combat T 62 employés en général dans les unités du pacte de Varsovie vont être remplacés par un nouveau type de supertank T 70 dont les chenilles conviennent mieux aux routes d'Europe occidentale. Les canons de 122mm à 152 mm seront remplacés par des lanceurs de roquettes automatiques. L'Union soviétique multiplie les routes et les chemins de fer stratégiques en Europe de l'Est dans le but évident de faciliter les transports militaires à destination de l'Europe de l'Ouest. Actuellement, l'URSS dépense 130 milliards de dollars par an pour son armement. Son budget militaire augmente de 4 % annuellement et 15 à 17 % de sa population active non agricole sont affectés aux travaux de «défense».

En définitive, les forces armées soviétiques en Europe de l'Est sont aujourd'hui supérieures de 10 % à ce qu'elles étaient en 1968 lors de l'agression de la Tchécoslovaquie.

Ainsi, selon cette superpuissance qui intensifie chaque jour son armement, ce serait à la France de «faire le premier pas» !

Non, notre pays ne doit pas désarmer pour les beaux yeux des nouveaux tsars du Kremlin.

Au contraire, nous devons tout faire pour qu'il poursuive son armement pour son autodéfense, contre le danger d'agression du social-impérialisme russe.

PORTUGAL : RUMEURS DE COUP D'ETAT PRO-SOVIETIQUE

L'hebdomadaire «O jornal» (tendance «indépendant de gauche») vient de se faire l'écho de rumeurs de coup d'État à Lisbonne. A vrai dire, ces rumeurs sont constantes au Portugal, mais elles sont généralement le fait du parti cunhaliste qui n'hésite pas à brandir la menace d'un «coup d'État réactionnaire» chaque fois qu'il entend briser une lutte populaire. Cette fois-ci c'est lui qui se voit accusé de tremper dans un complot. Celui-ci, fomenté par les officiers favorables au général pro-soviétique Vasco Goncalvès, viserait à remettre ce dernier en selle et à lui rendre le pouvoir en éliminant l'actuel gouvernement de l'amiral Azevedo, jugé trop opposé aux volontés de Moscou. Ce «coup» aurait aussi pour objectif de précipiter le processus d'accès à l'indépendance de l'Angola, prévu pour le 11 novembre, en remettant tous les pouvoirs au seul mouvement soutenu par l'URSS, le MPLA, éliminant ainsi les deux autres mouvements de libération angolais, le FNLA et l'UNITA. Selon «O jornal», l'Angola est devenu «un point chaud de la dispute entre les deux superpuissances... La lutte pour le pouvoir au Portugal a commencé à refléter avec plus d'acuité les stratégies adoptées par les USA et l'Union soviétique pour établir leur hégémonie dans cette zone importante du continent africain.»

2 000 Angolais auraient déjà été tués au cours de la guerre civile fomentée *par la rivalité* violente des deux supergrands.

Il faut rappeler que le gouvernement actuel, fidèle aux accords d'Alvor, veut obtenir une entente entre les trois mouvements pour la formation d'un gouvernement d'union nationale, ou, à défaut d'une telle entente, remettre le problème entre les mains de l'ONU. Les rumeurs, dont «O jornal» affirme tenir la source de certains milieux militaires, alourdissent encore le climat de tension alimenté par l'offensive du parti révisionniste et les groupes se revendiquant de l'«extrême gauche» qui soutiennent son jeu.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la décision prise vendredi soir par le président Costa Gomès, en vue de désarmer les milices parallèles et de retrouver la trace des multiples armes volées dans les casernes ces dernières semaines. Il est évident que l'existence de milices armées et encadrées par le parti révisionniste d'Alvaro Cunhal constituent un danger réel et sérieux pour les libertés démocratiques et l'indépendance nationale du pays. Le peuple portugais a déjà clairement fait savoir qu'il n'avait pas rejeté la férule de Washington pour accepter celle de Moscou.

NOUVELLE EXPLOSION NUCLÉAIRE SOUTERRAINE SOVIÉTIQUE

Une violente explosion nucléaire souterraine vient d'être enregistrée par les spécialistes de l'Institut de séismologie d'Uppsala (Suède) ; son épicentre était situé au Sud de la Nouvelle-Zemble (URSS). Le directeur de l'Institut à précisé que l'URSS a repris ses essais nucléaires selon le programme établi en 1973. Une explosion nucléaire légèrement plus puissante que celle-ci avait déjà été enregistrée le 23 août dernier.

▼

ESPAGNE : ENCORE UN GARDE CIVIL DE MOINS

A nouveau un garde civil a été tué au cours d'un attentat commis vers 21 heures locales à la localité de Zarauz, au pays Basque espagnol.

Le garde civil, Manuel Lopez Trivino, a été atteint de trois coups de feu à la tête. C'est le 11ème garde civil exécuté depuis l'assassinat des cinq jeunes révolutionnaires espagnols.

▼

LES COMORES BIENTOT A L'O.N.U.

Par 14 voix contre zéro, le Conseil de sécurité de l'ONU a recommandé l'admission des Comores comme membre des Nations Unies. La France a refusé de prendre part au vote. Rappelons que l'impérialisme français nourrit toujours l'espoir de maintenir sa domination coloniale sur l'île de Mayotte qui fait partie intégrante des Comores. Le peuple des Comores saura l'en déloger, et régler par lui-même ses propres affaires.

▼

TUNISIE : VIBRANT MEETING DE SOLIDARITÉ A PARIS

Un chaleureux meeting de solidarité avec les victimes de la répression de Bourguiba s'est tenu vendredi soir à Paris à l'appel du journal marxiste-léniniste tunisien «El amel tounsi» (Le travailleur tunisien), salle de la Mutualité. Cette manifestation était soutenue par de très nombreuses organisations françaises et étrangères, parmi lesquelles se trouvaient les communistes marxistes-léninistes de France regroupés autour de leur journal «l'Humanité rouge».

La très riche intervention prononcée au nom d'«El amel tounsi» sera prochainement éditée en brochure par les Éditions du Centenaire dans la collection «Tiers monde en lutte».

A ce meeting, la salle observe une minute de silence à la mémoire des cinq héros du FRAP et de l'ETA.

L'AUTRE VISAGE DE CHATELLERAULT

A écouter la radio et la télévision, à lire les journaux bourgeois on pourrait croire qu'à Châtellerault, il n'y a que Pierre Abelin et Édith Cresson. On entend parler que des rivalités électorales des partis bourgeois. Il est vrai que les élections législatives ont été l'occasion d'un battage publicitaire hors du commun. Des promesses, en veux-tu, en voilà. C'est Abelin qui descend dans des bistrots et paie la tournée aux jeunes présents en leur vantant sa camelote, quitte à en saoûler quelques-uns. C'est Édith Cresson qui, elle, promet de «changer la vie» si on vote pour elle. La fébrilité est visible. Sur la place du marché, Édith Cresson fait sa publicité tandis que dans un restaurant Abelin fils et le chef de Cabinet du secrétaire d'État Dominati mijotent quelque magouille. Mais il y a un autre Châtellerault, celui dont on ne parle pas, celui de la classe ouvrière et de ses luttes. C'est de ce Châtellerault-là que nous voulons parler.

Les travailleurs de Châtellerault et de la région sont très durement touchés par le chômage puisque fin juillet on comptait officiellement dans la Vienne 4 538 chômeurs. A Châtellerault 1 675 chômeurs dont 775 hommes et 900 femmes. Si on reprend la définition du Bureau international du travail il y a dans la Vienne 6 625 chômeurs et à Châtellerault 2 395. Ce sont les travailleurs non qualifiés qui sont les plus touchés et en particulier les jeunes de moins de 25 ans. Parmi ces derniers, il y a 297 hommes et 478 femmes sans travail. En juin de cette année, le chômage des jeunes a augmenté de 38 %. Le chômage partiel est également très développé. En avril, mai et juin on a compté 63 913 jours de chômage partiel dans la région Poitou-Charente. 184 entreprises y ont déposé leur bilan.

Dans la région les patrons ont toujours cherché à humilier les travailleurs. Chez Clairfin par exemple, il n'y a que quelques années, les jours de distribution de la paie, le patron réunissait les ouvrières et leur jetait à la volée leurs enveloppes de paie pour qu'elles les ramassent par terre.

A la Socotra, les ouvrières avaient des jetons de rendement et à chaque fois qu'elles parlaient on leur retirait un jeton pour qu'elles ne parlent pas. Tout cela a pu faire dire à Abelin, pour inciter les capitalistes à s'installer, que la main-d'œuvre était *« docile et disciplinée»*.

Mais, tandis que se déroulait la campagne électorale, de nombreuses luttes se développaient contre le chômage et le chômage partiel.

LA RÉPONSE DES TRAVAILLEURS : LA LUTTE

A l'exception de quatre ou cinq boites, toutes les entreprises sont touchées par le chômage partiel. Par exemple, Rivet : 31 heures, Blaireau : 32 heures. Plusieurs entreprises sont en lutte. A la Socotra, depuis deux ans, la direction veut licencier pour décapiter la section syndicale. L'année dernière elle a voulu licencier 50 ouvrières, cette année elle veut en licencier 45.

A la Sertic, une petite entreprise, le patron veut licencier 11 travailleurs pour ouvrir une autre entreprise. Il fait faire du «travail au noir» en dehors de l'entreprise.

Chez Marchal, les ouvriers viennent de se mettre en grève. Mais les responsables de la CGT cherchent à freiner la lutte. Vendredi soir, ils ont fait faire un vote pour la reprise du travail après que le patron ait cédé une augmentation de 25 francs qui ne serait touchée que par les ouvriers les plus qualifiés. Mais 140 travailleurs ont décidé de poursuivre la grève tandis que 40 seulement voulaient reprendre le travail. Après le vote, un responsable de la CGT a essayé de démobiliser les travailleuses et les a mises en garde contre de prétendus «éléments extérieurs» qui n'étaient autres que des ouvriers de la CFDT. Pour essayer d'empêcher que les ouvrières puissent discuter avec des militants de l'UL CFDT, les responsables CGT réunissent les ouvrières dans un réfectoire à l'intérieur de l'entreprise. Cela en vain.

Il est une autre lutte d'importance : celle de la SFENA. Tous les jours, des débrayages surprises, d'une heure ou deux, ont lieu pour la retraite à 60 ans, la 5ème semaine de congés payés, la suppression des heures supplémentaires. Ces revendications ont été définies pour imposer l'embauche de chômeurs. Pour la première fois, les travailleurs de la SFENA ont manifesté dans les rues.

Dans une entreprise de confection, Beaulu, les ouvrières sont également en grève contre les licenciements. Mais là-aussi, les responsables CGT font tout pour les démobiliser et n'ont trouvé qu'à les emmener faire du tricot à l'UL CGT.

Les responsables CGT ont voulu freiner d'autant plus les luttes qu'on était en période électorale et qu'il ne fallait pas gêner le «bon climat» des élections.

Quant aux patrons, eux aussi ont utilisé l'argument des élections en disant : *« Vous faites grève pour gêner les élections»*.

Enfin il faut parler de la lutte des travailleurs de chez Blaireau, (entreprise contrôlée par Fenwick) contre le chômage partiel et pour l'égalité des salaires avec l'usine Fenwick de Paris. Après la troisième semaine de chômage partiel, une réunion avait eu lieu avec un PDG de Fenwick, réunion qui n'avait rien donné. La semaine suivante, les travailleurs d'un atelier ont demandé à rencontrer le chef d'atelier qui a refusé. Les ouvriers ont alors décidé de désigner trois représentants et de les accompagner, pendant ce temps la production serait bloquée. Ce qui fut fait. Le soir, se tenait une réunion d'information avec tous les ouvriers de l'usine.

Le lendemain matin, quatre ateliers ont débrayé. Ce jour-là, le PDG de Fenwick qui était présent a refusé de recevoir les ouvriers. Une manifestation a eu lieu dans l'usine pendant que des cadres étaient en réunion. Le PDG ayant à nouveau refusé de céder, les 300 ouvriers présents ont décidé de séquestrer les cadres. Ceux-ci avaient mauvaise réputation et étaient connus pour leurs brimades envers les ouvriers. Dans la soirée, l'UL CGT a voulu que les cadres soient relâchés : elle s'est fait remettre à sa place par les travailleurs. La section CGT de l'entreprise s'est, quant à elle, ralliée au point de vue de la section CFDT qui était pour que les cadres soient gardés jusqu'au matin. Dans la nuit, à une heure, la police est intervenue pour faire sortir les cadres. Dès le lendemain, la direction a mis à pied 4 délégués CGT et 4 délégués CFDT et a porté plainte contre eux. La CGC, le même jour, parlait de «gangstérisme», de «honte du syndicalisme». L'UD CGT, pour sa part, faisait paraître un communiqué dans la presse où elle déclarait : *« L'UL CGT condamne la séquestration des cadres... Elle a condamné la forme qui a été employée le jeudi 9 octobre...»*. Elle ajoutait que les cadres étaient des «exploités» et qualifiait leur séquestration de «provocation». L'UL CFDT a soutenu les travailleurs de Blaireau.

Ce lundi, les sections syndicales de l'entreprise appellent les ouvriers à débrayer. Chez Blaireau, ce n'est pas fini... La direction veut détruire les deux sections syndicales. Elle aura fort à faire.

Suite page 5

LIVRES

LOU SIN, "NOUVELLES CHOISIES *"

Le recueil couvre une période où la révolution en Chine ne faisait que commencer. Lou Sin, comme tous les révolutionnaires, se battait alors pour des objectifs démocratiques, indispensables à l'éveil des masses. Il raconte la vie des gens du peuple, écrasés par la société féodale impérialiste et dont la conscience est endormie. Ses nouvelles sont tristes comme la vie du peuple. Se fixant pour tâche d'éveiller les masses il pratique une description réaliste de la misère physique et morale. Il dégage pour chaque personnage les raisons profondes, sociales de ses malheurs.

Pour cause de censure, aucune nouvelle ne parle explicitement de politique ni de révolution, mais chaque récit est un cri de haine contre l'ancienne société et un appel à la révolution. Lou Sin prend soin de montrer que les illusions qu'entretient la petite-bourgeoisie, comme «l'amour pur» ou «l'humanisme béat», se brisent contre la réalité.

Toutes les nouvelles du recueil, à une exception près, parlent de la vie réelle, «de chair et de sang», et la décortiquent pour écarter l'illusion et le mensonge. Mais quand elles parlent du peuple, elles décrivent, avec une grande précision, son courage et son honnêteté. Il s'agit de lui ouvrir les yeux. Lou Sin disait : «La première chose à faire était donc de changer l'esprit du peuple, or comme à cette époque je pensais que le meilleur moyen pour influer sur les esprits était la littérature, je décidai de lancer un mouvement littéraire.»

Ainsi dès le début de la révolution chinoise Lou Sin participe au travail de propagande et il ne cessera jamais. Mao Tsé-toung a indiqué qu'il «est le commandant en chef de la révolution culturelle, un grand penseur, un grand écrivain et un grand révolutionnaire.»

** Editions de Pékin — Prix 5,00F En vente à la librairie «Les herbes sauvages», 70 Rue de Belleville, 75020 Paris.*

Châtellerault, suite de la page 4

LES OUVRIERS REFUSENT LA RÉCUPÉRATION DE LA «GAUCHE»

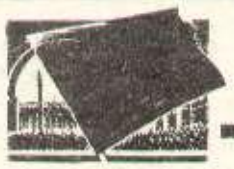
Durant toute la campagne électorale, le P«C»F et le PS ont essayé de faire du charme aux ouvriers des différentes entreprises en lutte. Sans succès. A la SFENA, Édith Cresson et le P«C»F ont voulu se joindre à une manifestation des travailleurs et ceux-ci ont refusé en disant qu'ils ne voulaient pas que leur grève soit récupérée. Chez Blaireau, les ouvriers ont également fait savoir à Édith Cresson qu'ils ne voulaient pas que leur lutte soit utilisée pour ses intérêts électoraux. La même chose s'est reproduite dans la plupart des entreprises. Le candidat du P«C»F, Fromonteil, qui s'était présenté aux portes d'Hutchinson a dû être surpris de voir que les ouvriers sortaient de l'usine sans écouter ce qu'il racontait.

La même chose s'est produite à la Socotra.

LE MEETING DE LA COLERE «ABELIN AU CHOMAGE»

On a beaucoup parlé de ce meeting tenu avec les ténors de la politique bourgeoise. Et on a beaucoup menti à son sujet. Chirac et Poniatowski se doutaient qu'ils auraient quelques problèmes à Châtellerault. Aussi avaient-ils fait venir des cars entiers de jeunes giscardiens qui ont occupé la salle dès 18 heures afin que les gens de Châtellerault ne puissent pas rentrer. Des milliers de CRS étaient en ville. D'autres, en civil, étaient dans la salle pour faire la claque. Pendant ce temps, spontanément, les ouvriers des entreprises en lutte se sont rendus au meeting et se sont retrouvés en nombre dans la salle, après avoir dû entrer en force car la police en barrait les accès. Quand Chirac, Poniatowski et Abelin sont entrés, la colère a éclaté. Les sympathisants du Parti socialiste étaient présents mais il y avait surtout un grand nombre d'ouvriers venus protester contre le chômage. «Abelin au chômage !» a résonné aux oreilles de ce monsieur. Poniatowski n'en menait pas large et les flics ont dû faire une haie devant la tribune pour rassurer leur ministre.

La voix de l'autre Châtellerault s'était faite entendre et Poniatowski en avait eu peur.

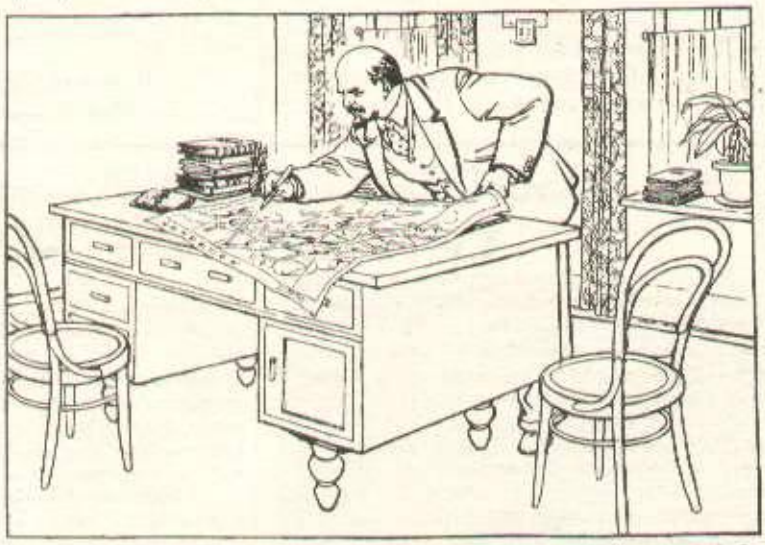


LENINE EN OCTOBRE 1917

Résumé : Les préparatifs de l'insurrection armée s'accélèrent.

60) Lénine se soucie beaucoup de la santé des camarades. Il demande à Vassili à quelle heure ils se couchent. Ceci dit, sans attendre d'explications de Vassili, Lénine se retire dans une chambre à coucher près du couloir pour qu'il se repose deux heures et demie.

61) Lénine retourne près de la table de travail et recommence à étudier la carte. Tandis que Vassili, au lieu de se mettre au lit retourne très doucement dans la pièce, prend sa casquette sur le divan, et avec une admiration sans borne, il fixe Lénine pendant quelques instants, puis il sort sans bruit pour le laisser travailler.



62) Lénine fait de temps en temps des signes sur la carte. A la veille de la révolution, Lénine dirige l'insurrection armée qu'il va déclencher bientôt avec une sagesse extraordinaire, une volonté indomptable et le talent d'un organisateur.

(A SUIVRE)

Au congrès de l'U.I.S.-C.F.D.T.
DEUX LIGNES OPPOSEES SUR «L'UNITE SYNDICALE»

Vendredi 10 et samedi 11 octobre, s'est déroulé à Montpellier le congrès de l'UIS-CFDT.

Tout d'abord première remarque, ce congrès sur décision du bureau sortant, se déroula à huis-clos, c'est-à-dire que seuls les délégués des syndicats pouvaient y assister. Cette mesure exceptionnelle a surpris beaucoup de syndicalistes sincères qui n'ont pas manqué de manifester leur indignation devant une telle mesure ; ainsi le SGEN présenta dès l'ouverture du congrès une motion d'ordre demandant que le congrès soit ouvert à tous les militants ; cette motion après d'interminables discussions, fut vidée de son sens véritable (on reprocha au SGEN de vouloir faire du congrès une assemblée générale) et rejetée par 32 voix pour et 25 contre (une infime majorité !)

Dès lors, le ton était donné, d'un côté les tenants de l'unité d'action avec la CGT et le P«C»F qui venaient de l'échapper belle, de l'autre ceux qui refusent cette unité sans principe, et la soumission à la CGT ; les uns ayant une frousse bleue de voir le pouvoir leur échapper, les autres s'apercevant que contrairement à tous les bruits qui couraient dans la CFDT ils n'étaient pas minoritaires, et qui représentaient bien un courant que de plus en plus de syndicalistes reprennent à leur compte. Lors des débats qui suivront, durant cette première journée, sur le règlement intérieur au congrès et sur les statuts, cette situation n'ira qu'en croissant. Le débat sur les statuts en particulier mit en évidence ce que recherchait effectivement la poignée de dirigeants pro-CGT ; la mise en place d'une structure syndicale qui élimine toute remise en cause de l'orientation syndicale prise par l'UIS, en donnant les pleins pouvoirs aux syndicats au détriment des sections ; les sections ayant des désaccords avec leur syndicat ne pourront pas les exprimer, dans aucune instance syndicale ; c'est le syndicat (le bureau) qui désigne les délégués au conseil de l'UIS, qui désigne les délégués au congrès, etc., qui envoie s'il le désire le journal de l'UIS aux secrétaires de sections. Ceci est déjà mis en pratique au syndicat des PTT ; conséquence, l'une des sections les plus combatives de ce syndicat, représentant une trentaine de syndiqués, n'avait pas de délégué au congrès !

Cette position fut violemment contestée par bon nombre de syndicats, dont la chimie, la santé, le bâtiment, la métallurgie, le SGEN ; la chimie en particulier qui proposa le maintien pur et simple des anciens statuts, qui donnaient à la section de base le pouvoir politique. Cette proposition fut rejetée encore une fois à une infime majorité (4 voix de différence).

Au cours de la deuxième journée, les choses allaient être encore plus claires ; à l'ordre du jour le rapport d'activité et le rapport d'orientation. La matinée fut essentiellement consacrée au rapport d'activité ; ce rapport qui n'était qu'un simple catalogue des actions menées par l'UIS fut présenté de telle manière que les véritables problèmes ne soient pas abordés ; manifestement les représentants du bureau sortant avaient peur de voir le pouvoir leur glisser des mains ; ainsi le secrétaire de l'UIS Caizergues essaya de regagner la confiance de certains en disant qu'effectivement il n'y avait pas que l'entrisme de l'extrême gauche (sous-entendu le PCMLF) mais aussi celui de la CGT et du Programme commun. Une autre méthode consista à endormir les congressistes avec un fastidieux rapport financier, qu'on utilisa pour justifier la mise en place de structures rigides, éliminant le pouvoir des sections.

L'après-midi, au cours des débats sur le rapport d'orientation, les dirigeants pro-CGT allaient clairement se démasquer ; ainsi par exemple des syndicats présentèrent des amendements et des motions dont on reporta le vote pour raison de temps. Mais la plus grosse magouille allait survenir lorsque Thomas, du bureau sortant, demanda à ce que le vote du bureau se fasse avant d'entamer le débat sur l'orientation. Les congressistes devaient élire un bureau sans avoir discuter de l'orientation que celui-ci prendra ! Cela n'a pas de nom sinon qu'il s'agit d'une atteinte aux principes de la CFDT, aux principes de la démocratie ! Soulignons au passage que les dés étaient pipés avant même les élections car les candidats du bureau sortant, tous pro-CGT à fond étaient sûrs d'être élus ils étaient 5 à se présenter pour un total de 9 élus sur leur liste, même avec une seule voix ils étaient élus ! Malgré de vives protestations sur le vote et sur la liste, les élections eurent lieu.

Déjà la salle se vidait, des délégués écœurés par ces magouilles partaient ; la victoire était acquise pour la droite ! Le débat repris sur l'orientation, mais quel sens avait-il dès lors que le bureau était élu ? Toujours est-il que les motions présentées ne furent pas votées, tous les amendements remettant en cause la soumission à la CGT, les atteintes à la démocratie dans la CFDT furent toutes repoussées par le bureau et au cours des votes par mandats qui suivirent on s'aperçut que certains syndicats votaient pour d'autres, et bien sûr en faveur du bureau ! De telles pratiques ajoutées aux autres magouilles furent la goutte qui fit déborder le vase ; le syndicat de la métallurgie demande la suspension du congrès, car il estime que dans ces conditions, le rapport d'orientation ne peut être voté. Soutenue par les quelques délégués sincères restant, cette proposition est une nouvelle fois repoussée.

Finalement, c'est le bureau qui décidera s'il approuve le texte d'orientation ou s'il convoque un nouveau congrès qui tranchera ! Gageons que ce sera la première solution qu'adoptera le bureau !

Ce congrès s'est donc terminé dans la confusion la plus totale, nombreux sont les délégués qui sont repartis avec l'idée d'avoir été manœuvrés par une poignée de dirigeants corrompus ; ainsi pour donner une idée de l'état de ces délégués à leur sortie, l'un d'e..x cria lorsque le secrétaire de l'UIS demanda de rester pour ranger la salle : «Il y a un bureau élu, le congrès lui donne les pleins pouvoirs pour nettoyer la salle !»

Ceci dit, la situation, si noire qu'elle puisse paraître, est bien au contraire largement positive ; le bureau élu ne représente en rien l'ensemble de la CFDT ; l'idée que la CFDT doit refuser la soumission à la CGT a gagné un grand nombre de syndicats (métallurgie, bâtiment, chimie) et bon nombre de syndiqués. Dans les jours à venir, la lutte sera dure pour faire de la CFDT de Montpellier un syndicat au service des travailleurs, un véritable syndicat de lutte de classe. Mais ce qui est sûr aussi c'est que le poison du Programme commun ne passera pas aussi facilement, comme l'escomptaient les Thomas, Roudil et autres Caizergues ; ceux-ci au cours de ce congrès viennent de creuser la tombe où les travailleurs et tous les syndicalistes de la CFDT les enterreront.

Correspondant local
le 14-10-75

LA MAIRIE DE MONTREUIL DIFFUSE UNE AFFICHE CONTRE LES IMMIGRÉS

LE PARTI DE MARCHAIS : RACISTE

Les capitalistes de la banlieue parisienne ont la réputation d'exploiter durement les ouvriers immigrés ; c'est un fait connu largement. Pour cela, ils déversent largement le venin du racisme pour diviser la classe ouvrière de notre pays.

Les honnêtes gens pourraient penser que dans les municipalités sous le contrôle du parti de Marchais, les conditions d'accueil pour les ouvriers immigrés sont meilleures qu'ailleurs. Ils se trompent, et lorsqu'on habite Montreuil, en lisant une affiche récente de la mairie – dirigée par ce parti – on peut se rendre compte concrètement de la façon avec laquelle ces faux communistes déversent leur venin raciste :

«La population immigrée est passée à 14, 96 % alors que la municipalité considère que le seuil qui ne devrait pas être dépassé se situe aux environs de 10 %... La concentration des travailleurs immigrés dans certaines villes ne correspond ni aux intérêts de la population locale, ni à ceux des immigrés. Dès octobre 1969 les maires communistes de la région parisienne avaient exigé du gouvernement une répartition équitable des travailleurs immigrés sur toutes les villes...

»L'appui de tous est nécessaire pour l'obliger à prendre cette exigence en considération...

»En ce sens la municipalité a décidé de reporter la construction de trois foyers migrants dans notre ville.»

Voilà qui est assez parlant. Nous ferons seulement quelques remarques :

– Les faux communistes reprennent à leur compte la théorie raciste du *«seuil de cohabitation entre Français et immigrés»*.

– A travers la mairie, ils appellent les travailleurs français à appuyer leur politique raciste.

– Ils s'appuient sur cette théorie pour justifier le manque de logements décents pour les travailleurs immigrés, au moment où des ouvriers africains sont entassés au foyer Bara...

Encore un exemple démontrant premièrement la nature bourgeoise et raciste de l'idéologie révisionniste et deuxièmement que seule la lutte permet l'obtention de l'égalité de droit entre ouvriers français et immigrés, et non la confiance dans le bulletin de vote favorisant telle ou telle fraction de la bourgeoisie.

L'Humanité Rouge dans le circuit commercial : LES OBJECTIFS DE NOTRE JOURNAL

Au cours d'une conférence de presse donnée à Paris, le jeudi 15 octobre, Jacques Jurquet, le directeur politique de notre quotidien a exposé aux journalistes de la presse écrite, parmi lesquels des représentants du «Monde», de l'«AFP», du «Quotidien de Paris» et de la «Croix», les raisons, les objectifs ainsi que les moyens de notre sortie dans le réseau commercial.

L'importance politique d'un quotidien...

Pour souligner l'importance politique d'un quotidien révolutionnaire de la classe ouvrière dans la période actuelle, Jacques Jurquet a notamment déclaré :

«L'information écrite revêt aujourd'hui une importance que nous qualifions pour notre part de stratégique. Nous vivons dans un monde en plein bouleversement, dans une Europe qui constitue le point-clé de la rivalité entre les entreprises hégémonistes des deux superpuissances impérialistes, les États-Unis et la Russie, cette dernière représentant, à nos yeux, le danger principal pour notre indépendance et notre liberté. Pour ne prendre qu'un seul exemple, les événements du Portugal attestent, selon nous, de cette conjoncture.»

Puis traitant ensuite des problèmes actuels de la presse il devait ajouter :

«La presse est directement concurrencée et inéluctablement malmenée par l'information audio-visuelle dont les organes et l'utilisation dépendent de puissances d'argent, si nous entendons par là les monopoles et les banques capitalistes, et, dit-il en faisant allusion au P«C»F, nous y associons l'organisation politique dont le siège a coûté la bagatelle d'un milliard d'anciens francs et dont les moyens de pression et d'infiltration sont bien réels.

»Aussi, les journaux de faibles ou moyens tirages doivent-ils déployer de constants et persévérants efforts pour vivoter, se maintenir et survivre. C'est là une première manifestation concrète des atteintes effectives portées à la liberté d'expression.»

▼

D'où viennent nos moyens...

Abordant à ce moment de la conférence la question des ressources qui sont nécessaires pour la parution journalière de «L'Humanité rouge», il déclara :

«Notre entreprise journalistique se fonde sur le principe idéologique et organisationnel de "Compter avant tout sur nos propres forces". Nous nous appuyons sur l'activité de nos militants, sur la classe ouvrière et les masses laborieuses des villes et des campagnes, les plus avancées. Nous démarrons avec une trésorerie dont le total est inférieur à la seule subvention accordée annuellement par le gouvernement au quotidien du faux PC, «L'Humanité», à savoir 120 millions d'AF. Nous démarrons, nous, avec environ 80 millions d'anciens francs, dont l'origine n'est pas celle des banques, vous vous en doutez, mais exclusivement celle de nos souscriptions (45 millions environ) et de nos abonnements(35 millions à ce jour).

»Fin 1974, alors que «L'Humanité rouge» était hebdomadaire depuis cinq ans, nous avons décidé de devenir quotidien. Nos premiers numéros d'essai ont été édités en février 1975, notre premier numéro, diffusé par nos seuls moyens, est sorti le 1er Mai 1975.

»Pour tous les numéros non vendus par la voie commerciale des NMPP, nous avons été bénéficiaires. Nous avons en effet recueilli la totalité des recettes et nous sommes parvenus à régler d'assez près notre tirage autour de 5 000 exemplaires — pour ceux qu'intéressent les chiffres.

»Le lundi 20 octobre, nous repasserons à la diffusion commerciale en augmentant notre tirage en conséquence. Mais nous allons procéder par étapes successives pour l'approvisionnement des points de vente. Précisons que nous serons un quotidien du soir, vendu 1,50 F.

»Si nos résultats sont concluants, des 280 camelots parisiens, nous passerons ultérieurement aux kiosques de banlieue et à ceux de la France entière.

»Nous paraissons sur huit pages petit format. En décembre nous sortirons sur huit pages d'un format comparable à celui de «Libération» ou des deux quotidiens (celui de Paris et celui du Peuple).»

▼

Nos principes en matière de journalisme

Puis Jacques Jurquet devait, au nom du Comité de rédaction de «L'Humanité rouge», expliquer clairement quatre grands principes que nous voulons suivre dans notre orientation :

«Nous suivons quatre grandes règles : faire en sorte que «L'Humanité rouge» reflète un point de vue de parti marxiste-léniniste, un point de vue de classe prolétarien, un point de vue révolutionnaire et un point de vue de combat. Nous recherchons à améliorer sans cesse la forme, la présentation ainsi que le contenu, la rédaction.

»Pour cela, nous appelons nos lecteurs à critiquer nos défauts et nos insuffisances.»

▼

Détruire l'influence du faux parti communiste

Enfin quel est notre objectif tactique immédiat. Sur ce point Jacques Jurquet précisa :

«Pour combattre efficacement la domination de classe de la bourgeoisie capitaliste, nous avons le point de vue qu'il importe de détruire l'influence pernicieuse du faux Parti communiste français sur la classe ouvrière et une partie des masses populaires. Dans notre langage politique, nous disons qu'il faut arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne. Sur le plan journalistique, ce combat se traduira par notre volonté de gagner des lecteurs de «L'Humanité». Souvent, «L'Humanité rouge» du soir dénoncera certaines positions de «L'Humanité» du matin. C'est dans ce but que nos colonnes seront largement ouvertes aux travailleurs, aux grévistes, aux syndicalistes rejetant la collaboration de classe mais pratiquant la lutte "classe contre classe", à tous les antifascistes sincères, enfin aux partisans conséquents de l'indépendance nationale de notre pays menacée par les deux superpuissances et plus spécialement par le social-impérialisme russe.»

Après qu'en conclusion de son intervention Jacques Jurquet eût appelé à un front de solidarité mutuelle entre les quotidiens de faible ou moyen tirage ayant des options politiques qui ne se situent pas radicalement à l'opposé, des question lui furent posées. Parmi celles-ci beaucoup abordèrent la question de l'unification des marxistes-léninistes et par voie de conséquence d'un quotidien marxiste-léniniste unique. Le directeur politique de notre journal répondit alors entre autre :

«Une formation politique unique, demain un journal unique, doivent rassembler tous les marxistes-léninistes, puis, à terme, tous ceux qui veulent faire la révolution, tout en rejetant explicitement le double impérialisme soviétique et américain.»

BULLETIN D'ABONNEMENT
(ECRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITE DU BULLETIN)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	☐ 32 F	☐ 60 F
3 mois	☐ 95 F	☐ 180 F
6 mois	☐ 190 F	☐ 360 F
Soutien	☐ 300 F	☐ 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre conctac avec vous.

NOM . . . . . PRENOM . . . . . .
AGE . . . . . PROFESSION . . . . . .
ADRESSE . . . . . .
. . . . . .

SIGNATURE

LA BRETAGNE A L'HEURE DU LAITIER

Samedi et dimanche, la police judiciaire de Rennes a procédé à de nombreuses perquisitions et à 30 arrestations dans 4 départements bretons et en Loire-Atlantique à l'occasion d'un prétendu «coup de filet anti-FLB». L'opération a été décidée par la Cour de sûreté de l'Etat.

Les personnes arrêtées sont des paysans, des médecins, des enseignants, des prêtres, des dockers, connus pour leurs activités contre l'exploitation capitaliste en Bretagne. Parmi eux se trouve le docteur Guy Caro, conseiller général PSU du canton de Plouguenast. Le même jour, celui-ci devait comparaître devant le Conseil de l'Ordre des médecins, à Rennes, pour avoir refusé de payer ses cotisations à cet Ordre mis en place par Pétain. Des manifestants ont empêché la tenue de la réunion du Conseil de l'Ordre.

Alors que la crise du capitalisme s'aggrave et que les luttes populaires prennent de plus en plus d'ampleur, la bourgeoisie prépare la répression des masses. L'opération de ce week-end doit être comprise comme une répétition générale. De même que la campagne de presse sur la violence et la criminalité ne vise qu'à préparer les esprits à une répression de grande ampleur.

Les Bretons emprisonnés aujourd'hui le sont pour la même raison que les Corses d'Aléria.

C'est avec vigueur qu'il faut exiger la libération immédiate des emprisonnés.

La solidarité avec les peuples d'Espagne se développe en Europe

A Berne, en Suisse, environ 2 000 personnes ont manifesté samedi devant le siège du gouvernement contre les crimes fascistes de Franco.

En France, à Valence, le train «Talgo» qui se dirigeait vers l'Espagne a été bloqué en gare pendant une quinzaine de minutes et a été couvert de slogans antifascistes. La police est intervenue.

A Paris, un meeting du FRAP s'est tenu dans la salle de la Mutualité en présence de nombreux travailleurs espagnols. Dans son intervention, le FRAP a dénoncé la propagande des fascistes et celle du faux parti communiste d'Espagne de Carillo contre les «terroristes», déclarant notamment : *«La raison pour laquelle la dictature et aussi Santiago Carillo agissent ainsi, est claire. Ils sont inquiets et désespérés parce que la lutte révolutionnaire du peuple est en train de balayer les manœuvres de survie du franquisme et les projets, ou pour mieux dire, les élucubrations politiques de Carillo et compagnie. Les fascistes et les carillistes ne seraient pas si inquiets si, comme ils le disent, il s'agissait d'«actes de désespoir», «d'actions de minorités», etc., etc. Précisément, ce qui les désespère, c'est que ces actions s'inscrivent dans une politique révolutionnaire de masse. Ce n'est pas une affirmation gratuite. Rien que dans la première moitié de 1975, au moins 116 000 personnes ont participé à des manifestations populaires dans lesquelles elles ont fait face aux attaques de la police et ont répondu à la violence de celle-ci par des barricades, des pierres, des cocktails Molotov. Au moins 43 «grises», guardes-civils et sociaux ont été envoyés à l'hôpital».*

Le FRAP a encore lancé un appel pour empêcher de nouveaux crimes qui se préparent contre des militants du FRAP et de l'ETA.

(SUITE DE L'ÉDITORIAL)

que ce parti conduit à la dictature SUR le prolétariat ou à la dictature DU prolétariat, c'est-à-dire une démocratie inégalée pour les travailleurs et la dictature contre les exploiteurs ?

L'œuvre de Cunhal qui promulgua des lois antigrèves durant le peu de temps où il fut ministre du Travail, comme la répression par les chars russes des grèves ouvrières en Pologne, permet de le comprendre.

C'est pourquoi la lutte armée dont parle Brejnev n'est pas l'action révolutionnaire de millions de travailleurs mais un coup d'État, une révolution de palais, à la manière des fascistes.

Quant au parti italien et aux autres partisans de la conquête du pouvoir par les élections, leurs divergences avec Brejnev ne les empêche pas d'être une force pro-soviétique : ils prônent la *«détente»* et sont d'accord avec l'URSS sur la *«sécurité européenne»* alors que celle-ci s'arme jusqu'aux dents. En désarmant les peuples face aux préparatifs agressifs de l'URSS, les faux partis communistes font la moitié du travail. Leurs divergences sur «Putschisme» ou «électoralisme» sont dès lors secondaires.

Au centre commercial de Garges-Les-Gonesse :

AGRESSION FASCISTE CONTRE LES EMPLOYES

Pour le deuxième dimanche consécutif, les employés du centre commercial de Garges s'étaient rassemblés devant le magasin Conforama pour protester contre son ouverture le dimanche et demander aux éventuels clients de ne pas y faire d'achats. Un commando fasciste, avec des chiens, est intervenu contre les travailleurs. Quatre d'entre eux ont été blessés et un a dû être hospitalisé.

Les employés sont décidés à empêcher l'ouverture de Conforama le dimanche car ils savent que s'ils acceptaient cela, la direction des autres magasins du centre les ferait également travailler le dimanche. Déjà on leur impose les nocturnes jusqu'à 22 heures, ce qui perturbe gravement leur vie de famille. C'est là une des raisons essentielles pour laquelle ils refusent de travailler le dimanche. Il est à noter que les employés ont engagé cette action contre la volonté de la direction de la fédération CGT des grands magasins. Celle-ci avait en effet refusé de leur apporter son appui en prétextant entre autres que cela allait gêner les clients. Malgré cela, les employés syndiqués à la CGT ou non ont engagé l'action. Dimanche dernier, ils avaient pu constater que la plupart des clients, qui sont aussi des travailleurs, comprenaient leurs raisons d'agir. L'ouverture de Conforama avait été un échec.

ANGOLA :

L'URSS continue à attiser la guerre civile

A l'approche de l'indépendance de l'Angola qui doit être proclamée le 11 novembre prochain, l'URSS attise de plus belle la guerre civile.

Cette superpuissance en effet attaque certains mouvements de libération angolais qui ont mené de longue date le combat les armes à la main contre le colonialisme portugais, le Front national de libération de l'Angola (FNLA) et l'UNITA, et soutient unilatéralement le Mouvement populaire de libération de l'Angola, en espérant l'utiliser comme instrument de sa politique. Cette politique destinée à permettre le contrôle de l'URSS sur le paradis colonial angolais a déjà abouti, selon des informations portugaises, à la mort d'environ 20 000 personnes.

Il est donc urgent que les trois mouvements de libération parviennent à mettre fin à cette guerre civile qui ne profite qu'aux ennemis du peuple angolais.

Beyrouth (Liban) :

EXPLOSIONS ET RAFALES TOUTE LA NUIT

Après une journée de calme relatif, les habitants de Beyrouth se sont endormis dimanche, une nouvelle fois, au son des explosions et des rafales d'armes automatiques.

Peu après minuit (22 h GMT dimanche), les tirs, notamment dans le centre de Beyrouth, se poursuivaient toujours par intermittence, ils avaient commencé trois heures plus tôt après une série de violentes explosions, dont la nature n'a pu être déterminée.

La journée de dimanche avait été pourtant relativement calme. Seuls quelques tirs isolés avaient été signalés dans le secteur de Nasra (centre ville) et les rues du quartier avaient été bloquées «pour des raisons de sécurité» par les forces de l'ordre.

Les tirs ont repris vers 19 h dans le secteur de Nasra. Ils se sont peu à peu étendus à d'autres quartiers du centre de la ville, pourtant généralement plus «protégés» que d'autres.

Roquettes, mortiers et canons ont, à leur tour, été employés dans les secteur où la plupart des rues, depuis le début des affrontements, sont plongées dans une obscurité totale. C'est la première fois depuis la reprise des combats à la mi-septembre dans Beyrouth que des échanges de tir d'une telle violence et d'une telle durée se produisent dans ce secteur.

Contrairement aux dires de certains, ce ne sont pas les différences «religieuses» qui sont à l'origine de ces sanglants affrontements. Il existe bien d'autres pays où coexistent des gens de confessions différentes. Cependant le Liban de par sa position privilégiée au Moyen-Orient, est un objet de convoitise.

Déjà les dirigeants sionistes israéliens préparent l'opinion à une intervention au Liban afin de profiter de la situation.

Pour leur part, les Palestiniens et les pays arabes développent des efforts pour y ramener la paix civile. Si ces efforts n'aboutissent pas, une nouvelle guerre est possible au Moyen-Orient. Pour leur part, les superpuissances attisent l'incendie en sous-mains espérant tirer les marrons du feu à leur profit.

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : No 47291 Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 4è trimestre 1975